

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

SEC(70) 1272 final

Bruxelles, le 17 avril 1970

(2ème PARTIE)

ETUDE DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

Rapport de synthèse

Mise à jour

ETUDE DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

(Rapport de synthèse - Mise à jour)

Depuis 1965, dans les pays de la Communauté économique européenne, la situation en matière d'emploi dans l'industrie de la construction a subi des modifications importantes.

D'une façon générale, on peut affirmer que par l'effet de la récession qui a atteint à peu près tous les pays de la Communauté durant les années qui ont suivi immédiatement 1965, le volume de l'emploi dans ce secteur a diminué sensiblement. Une légère reprise s'est manifestée en Italie en 1966, un peu plus tôt qu'ailleurs. En 1967, on constate une reprise dans tous les pays à l'exception de la France; en 1968, les renseignements qu'on possède indiquent, dans tous les pays, une consolidation de la nouvelle phase favorable.

L'évolution n'a pas été identique dans toutes les parties de l'aire communautaire.

En Belgique, l'industrie de la construction revêt une importance considérable tant par son volume de production que par le nombre de personnes occupées, puisque, au milieu de l'année 1967, elle se plaçait au premier rang, devant toutes les autres industries, pour le nombre des travailleurs occupés et au second rang pour le nombre des journées de travail prestées; elle a accusé un fléchissement en 1966 et une reprise en 1967; celle-ci s'est confirmée en 1968. Dans cette situation générale améliorée, on a constaté un certain retard dans l'expansion du sous-groupe des constructions privées, tandis que celui du génie civil et des travaux publics apparaissait en pleine expansion numérique, notamment à cause de sa rationalisation et de sa mécanisation plus avancées.

En France, par contre, le ralentissement du rythme d'expansion amorcé en 1966 s'est affirmé en 1967, particulièrement dans le secteur des grands travaux, où l'indice général d'activité a accusé dès 1966 un fléchissement sensible par rapport à 1965. Avant cette dernière année, on avait constaté dans ce pays un accroissement général de la dimension des entreprises; mais l'évolution s'est renversée après 1965.

En Allemagne, le fléchissement du secteur s'est produit en 1966-1967; mais il s'est affaibli dès le premier semestre de 1967, si bien qu'une nouvelle reprise a débuté au cours du second semestre de la même année. Les indications qu'on possède pour 1968 semblent confirmer la marche favorable de cette évolution.

En Italie, la reprise s'est produite lentement en 1966 et en 1967. Dans les premiers mois de 1968, l'évolution du niveau d'emploi ne semble pas encore consolidée; par conséquent, on ne peut encore affirmer que le secteur soit complètement sorti de la période de conjoncture défavorable.

Au Luxembourg, pour la période qui suit 1965, on note une persistance de la tendance à la diminution des effectifs des entreprises. La diminution d'activité constatée en 1967 dans le secteur de la construction à cause de la situation économique générale et des investissements publics, a fait place à une reprise en 1968.

De même aux Pays-Bas, d'importantes modifications se sont produites après 1965 dans le même secteur. Elles ont été attribuées à deux séries de causes, les unes conjoncturelles, les autres structurelles. Le fléchissement conjoncturel s'est produit au cours du second semestre de 1966 et la reprise au cours des années suivantes.

BELGIQUE

La plus grande partie des statistiques récentes, qui ont servi de base à la présente mise à jour, sont publiées dans le dernier rapport de l'Office Nationale de la Sécurité Sociale (ONSS), relatif à l'année 1967. Les nombreuses données qu'elles contiennent sont intéressantes et permettent de tracer, au cours des années un bon tableau de l'industrie de la construction.

On doit avant tout souligner que l'industrie de la construction est la plus importante du pays. Au milieu de 1967, elle occupait 250.298 travailleurs (ouvriers et employés, réunis) et dépassait de 5.000 unités la plus importante des autres industries, à savoir celle des fabrications métalliques (245.780), suivie elle-même par les entreprises commerciales (245.399), les entreprises textiles (131.489), les services publics et autres services dits d'intérêt général (130.793), l'industrie sidérurgique (117.905), etc.

La caractéristique essentielle de la construction est donc son importance dans le développement de l'emploi. Cette industrie, par sa nature même, est celle qui occupe le moins de femmes (798 sur 231.657 ouvriers et 3.985 sur 13.852 employés). Le pourcentage d'employés et de personnel de cadre par rapport à la masse des salariés est également fort bas (17.843 employés sur un total de 250.298 salariés). Ce phénomène s'explique sans aucun doute par le fait que dans l'industrie de la construction, contrairement à ce qui se passe dans d'autres industries, le personnel de cadre appartient à des secteurs différents. Ainsi les techniciens et les architectes appartiennent au secteur des travaux publics et des services publics en général. Il serait donc normal qu'à l'avenir la proportion de personnel de cadre et d'employés augmente progressivement, étant donné l'importance que présente une organisation interne plus poussée des entreprises de construction.

Pour ce qui est du nombre des employés, l'industrie de la construction n'est dépassée que par les entreprises commerciales (non industrielles). Au milieu de 1967, on comptait au total 25.754 entreprises de construction inscrites à l'office national de la sécurité sociale, dont 16.388 comptant moins de 5 travailleurs, 4.728 occupant de 5 à 9 travailleurs, 2.416 occupant de 10 à 19 travailleurs, 1.501 occupant de 20 à 49 travailleurs, 420 occupant de 50 à 99 travailleurs, 175 occupant de 100 à 499 travailleurs, 21 occupant de 500 à 999 travailleurs et 12 occupant plus de 1.000 travailleurs.

L'industrie de la construction, la plus importante par le nombre des travailleurs qu'elle occupe, est donc particulièrement et toujours davantage représentative de l'ensemble de la structure de l'industrie nationale.

Si l'on examine la statistique des journées de travail prestées en 1967, l'industrie de la construction n'est dépassée, sur le plan industriel, que par celle des constructions métalliques : 67.361.000 journées pour cette dernière, contre 62.307.700 pour la construction.

L'industrie de la construction figure également au second rang dans la statistique des rémunérations payées : 26,4 milliards de francs contre 31,8 milliards pour les constructions métalliques. Le troisième secteur à savoir la sidérurgie, suit de très loin avec 16,8 milliards.

L'industrie de la construction est celle où l'on constate le recours le plus fréquent aux secrétariats sociaux agréés. Les services de ces secrétariats sont sollicités par 11.467 employeurs de cette industrie, (soit 44,84 %) qui occupent 86.557 personnes (l'industrie dans son ensemble en occupant 251.298). C'est la preuve de l'esprit d'adaptation des petites et moyennes entreprises, qui se préoccupent de recourir à des moyens appropriés pour faire face à l'ensemble des formalités administratives qui les concernent.

On doit noter également que le Fonds de sécurité d'existence dans la construction a recueilli, durant l'exercice 1967, 2,18 milliards, soit une augmentation de 16 % par rapport à 1966. De même le Fonds de formation professionnelle dans la construction figure aux statistiques pour un total de 41,6 millions. D'autre part, même si l'on a constaté effectivement une situation difficile dans le sous-groupe de la construction privée, il y a lieu de noter que le sous-groupe du génie civil et des travaux publics est en pleine expansion numérique. Or, c'est précisément dans ce sous-groupe que la rationalisation et la mécanisation sont les plus avancées (machines de chantier).

L'industrie de la construction est donc peut-être le seul grand secteur industriel où l'accroissement de productivité dû à la mécanisation et à la rationalisation n'entraîne pas une réduction de l'emploi, comme le confirme le tableau suivant :

Ouvriers et employés dans la construction (hommes et femmes)

Rapport de l'O.N.S.S.	1965	1967	Variation
Construction	240.826	250.298	+ 9.472
Toutes les autres industries, dont fabrications métalliques	1.121.025	1.086.137	- 34.888
Total des activités (construction, industries, servi- ces, commerce)	2.081.135	2.088.216	+ 7.081

FRANCE

La plus grande partie des statistiques utilisées pour l'établissement de la présente mise à jour proviennent des rapports annuels de la Fédération française de la Construction ou des enquêtes de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Elles permettent de constater un ralentissement progressif, de 1965 à 1968, du rythme d'expansion constaté antérieurement, lequel s'était avéré particulièrement rapide entre 1962 et 1965. De 1965 à 1968, l'accroissement en moyenne de la production a été de 6 % par an, pourcentage supérieur à celui des prévisions du Ve Plan (5 %). Mais dans le temps, ce rythme accuse un ralentissement si l'on considère qu'il était de 7,8 % pour 1965-1966, de 6,1 % pour 1966-1967 et de 3,7 % pour 1967-1968 contre 10 % en moyenne pour les années antérieures à 1965 (1).

Selon les statistiques officielles, 422.900 logements ont été terminés en 1967, contre 414.200 l'année précédente.

Quant au nombre de logements mis en chantier, il s'élève à 435.800, contre 425.100 en 1966 et 445.000 en 1965.

Il a été délivré 470.000 permis de construire, soit 9 % de moins qu'en 1966 (510.000) et approximativement 21 % de moins qu'en 1965 (594.000).

Pour les premiers mois de 1968, on relève dans les indices d'activité un fléchissement représentant approximativement 2 % du nombre d'heures prestées.

A la fin de 1967, les métiers de la construction (à l'exclusion de ceux de l'électricité et de la construction métallique) occupaient environ 1.265.000 personnes, soit une augmentation de 2 % par rapport à la période correspondante de 1966 (2).

Par branches d'activité et par grandes catégories d'emploi, ce chiffre global se répartit comme l'indique le tableau annexe F 1.

-
- (1) La production de l'industrie du bâtiment et des travaux publics, prise ici en considération, comprend outre la construction de logement retenue dans le rapport de synthèse:
 - la construction industrielle
 - la construction d'équipement des administrations
 - les travaux d'amélioration et d'entretien des bâtiments.
 - (2) Selon les résultats provisoires du recensement de 1968, le "bâtiment et travaux publics" occupaient environ 1.926.000 personnes, soit une augmentation de 25,7 % par rapport au recensement de 1962.

On doit noter que la tendance à l'augmentation du personnel d'étude, de gestion et d'administration se maintient (122.000 personnes au total contre 114.800 en 1966 et 102.600 en 1965).

L'évolution du marché de la construction privée au cours des dernières années n'a pas manqué d'entraîner une modification parallèle des structures. Il faut, à cet égard, distinguer deux périodes: durant les années d'expansion, on avait assisté à un accroissement général de la dimension des entreprises. L'année 1965 a marqué une rupture dans cette évolution. Elle est illustrée par le tableau ci-dessous qui concerne les entreprises de gros oeuvre.

Gros oeuvre Classement par groupes de dimension	Evolution des effectifs	
	de 1955 à 1965	de 1965 à 1967
Entreprises artisanales (0 à 5 ouvriers)	+ 2 %	+ 8 %
Petites entreprises (6 à 50 ouvriers)	+ 12 %	+ 1 %
Entreprises moyennes (51 à 200 ouvriers)	+ 42 %	- 7 %
Grandes entreprises (201 à 1000 ouvriers)	+ 72 %	- 5 %
Très grandes entreprises (plus de 1.000 ouvriers)	+ 105 %	+ 9 %
Ensemble	+ 37 %	- 0,6 %

Le fait marquant apparu depuis deux ans par rapport à la période antérieure est la position difficile des entreprises moyennes dans l'évolution d'ensemble.

Compte tenu des critères un peu différents pour le second oeuvre (petites : 6 à 20 ouvriers; moyennes 20 à 100; grandes: plus de 100), la même observation est valable pour la serrurerie, la couverture-plomberie, le chauffage. Au contraire, dans la menuiserie et la peinture, corps d'état où l'artisanat était le plus important à l'origine, la croissance des entreprises moyennes s'est poursuivie avec un certain décalage dans le temps par rapport aux autres corps d'état.

Ces constatations peuvent conduire à penser qu'il existe actuellement, au niveau des entreprises moyennes, une zone d'incertitude entre deux formes d'activité répondant à des vocations différentes et exigeant des modes d'organisation également différents.

Il faut rappeler qu'aux différents types de travaux et à leurs dimensions, correspondent des entreprises de tailles et de vocations différentes. C'est ainsi que, pour le gros oeuvre, on constate que 500 entreprises de plus de 200 salariés occupent au total 285.000 salariés (dont

200.000 pour le bâtiment) et réalisent plus de la moitié de la construction neuve. Dans la classe suivante, 2.000 entreprises de 50 à 200 salariés réalisent à peu près le tiers. Dans le second oeuvre, les proportions sont de 30 % des travaux neufs pour les grandes entreprises et près de 40 % pour les moyennes.

Pour les travaux d'entretien par contre, la répartition est inversée, la part des petites entreprises y étant prépondérante (sur l'ensemble des corps d'état, plus de 40 % pour les entreprises artisanales et 30 % pour les petites).

Pour connaître la situation dans l'ensemble du secteur, c'est-à-dire également dans le secteur des travaux publics, il convient de se référer au fichier des "entreprises" et des "établissements" de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) qui constitue un "inventaire permanent de données très simples relatives aux entreprises et aux établissements industriels et commerciaux".

En 1962, grâce à l'exploitation de ces fichiers, l'INSEE a fait connaître pour chaque branche professionnelle la répartition géographique (tableau F 2) et l'importance des établissements. Il a fourni, à partir des données recueillies en 1966, les mêmes informations, reproduites en un tableau comparatif qui fait l'objet du tableau F 4.

Pour ce qui est de la formation professionnelle, on constate une progression des effectifs ouvriers qualifiés formés: 63.727 contre 59.470 en 1966. Par secteur, la maçonnerie vient en tête avec 17.843 ouvriers qualifiés, contre 17.050 en 1966.

L'Association professionnelle pour l'Accroissement de la productivité (APROBA) a continué à développer ses activités: dans le cadre de l'animation régionale et départementale, neuf fédérations régionales ont maintenant leur animateur permanent.

Quarante groupes de travail sont actuellement constitués: ils visent en premier lieu à la mise en place du cycle de base, qui comprend le calcul des prix de revient, la comptabilité générale, la mesure des temps, la préparation du travail et l'établissement du devis.

Des séminaires spécialisés destinés aux chefs d'entreprise ont étudié notamment: le prix de revient, le contrôle budgétaire, la gestion financière, le PERT et l'entraînement au travail de groupe.

Des stages de perfectionnement ont également été organisés pour le personnel de cadre.

./.

ALLEMAGNE

Si l'on extrapole pour 1966 et 1967 les données contenues dans l'enquête principale couvrant la période de 1955 à 1965, on constate que l'évolution relativement stable enregistrée dans le secteur de la construction, et partant de l'emploi dans ce secteur, a subi des modifications substantielles par suite d'un fléchissement exceptionnel de la conjoncture, le premier en importance depuis la constitution de la République fédérale.

D'autre part, les résultats de 1968 montrent que ce fléchissement conjoncturel, depuis la seconde moitié de 1967, a fait place à une nouvelle reprise.

En conséquence, les conclusions tirées de l'observation de la période 1955-1965 restent valables. même si la récession a eu pour effet de ralentir en particulier l'activité dans la construction.

Le génie civil garde une part prédominante dans l'ensemble des activités du secteur; cependant on constate encore, dans les entreprises de construction, des réserves de capacité inutilisées. En 1967, comme d'ailleurs en 1968, les administrations publiques ont effectué trop peu d'investissements dans le secteur de la construction, comme l'a expressément déclaré, entre autres, le Conseil d'experts institué pour étudier l'évolution économique générale.

Au point de vue de l'utilisation du produit national, la construction a accusé en 1967 une diminution de 9,5 % par rapport à 1966. Par contre, les résultats provisoires pour 1968 indiquent une augmentation de 9,5 %. Les prévisions annuelles effectuées par le Ministère fédéral de l'Economie prévoient en 1969 une augmentation de 8 %. Mais les experts, dans leur rapport annuel pour 1968, soutiennent que l'augmentation de la construction se limitera à 5,5 %.

Les tableaux de mise à jour montrent que le nombre des entreprises (tableau D 1) diminue à peine, même sous l'influence de la récession. En 1967, la diminution de la moyenne annuelle est d'un peu moins de 1 %. Par contre, le nombre de personnes occupées pendant la même période s'est réduit de quelque 200.000 unités, soit environ 12 % par rapport à la moyenne annuelle de 1966. Cette diminution des effectifs occupés est donc manifestement due à l'évolution conjoncturelle négative et à la diminution des commandes, et non au manque de moyens financiers. Le nombre élevé de constructions achevées en 1966 et 1967 (tableau D 2) a pu limiter jusqu'à un certain point les effets de la récession dans le secteur de la

./.

construction, grâce aux excédents qui existaient au début de la crise conjoncturelle dans ce secteur et grâce à une augmentation des commandes.

Dans le cadre des mesures prises par le gouvernement fédéral pour favoriser la reprise conjoncturelle, l'activité de la construction a été assez marquée et s'est poursuivie jusqu'à 1968. D'après les estimations actuelles, le résultat pour cette dernière année se situe aux environs de 520.000 logements achevés.

L'évolution du chiffre d'affaires (tableau D 3) est positive pour 1966 (+ 5,8 %), tandis que, pour 1967, on constate une récession (- 5,4 %). L'origine de cette évolution est facile à reconnaître, puisque la baisse du chiffre d'affaires est imputable principalement au secteur des constructions industrielles.

Le niveau de l'emploi (tableau D 4), qui a accusé une forte régression dans la construction en 1967, a eu des répercussions sur les différentes catégories d'entreprises, spécialement sur les grandes et moyennes entreprises et a entraîné une augmentation du nombre d'entreprises occupant moins de 20 personnes à des fabrications industrielles. On constate que la tendance à une diminution du nombre de personnes occupées avait été annoncée dès 1966; au premier stade, elle s'était répercutée sur les entreprises de plus de 50 personnes, mais, avec la persistance de la récession, elle avait également eu une incidence négative sur les entreprises de cette dimension.

L'évolution de l'économie dans son ensemble (tableau D 5) a eu une influence relativement normale sur le secteur de la construction. Seul Berlin-Ouest y a échappé. Les Länder les plus éprouvés ont été la Rhénanie-Westphalie et la Sarre. Ce phénomène s'explique par le fait que les effets de la récession se sont conjugués avec les difficultés d'adaptation de la structure économique des Länder.

Le nombre moyen de personnes occupées dans la construction (tableau D 6) en 1966 a diminué de 24.000 unités environ par rapport à 1965, soit à peu près 1,5 %; en 1967, il a accusé une nouvelle diminution de 50.000 unités, soit 10,2 %.

Seuls les résultats de 1968 montreront que les principaux effets du fléchissement conjoncturel ont été éliminés même en ce qui concerne le niveau de l'emploi dans le secteur. Malheureusement, on ne possède pas encore les chiffres. Au troisième trimestre, 1968, le secteur occupait approximativement 1.531.000 personnes, soit une augmentation de 113.000 unités par rapport à la même période de l'année précédente.

./.

La sécurité d'emploi (tableau D 7) appliquée dans la construction pendant l'hiver ("indemnité d'intempéries") a exercé, même pendant la récession, une influence stabilisatrice sur les fluctuations saisonnières habituelles. En effet, celles-ci ont accusé les mêmes pourcentages qu'au cours des années précédentes.

Le glissement de l'emploi vers des activités plus qualifiées à l'intérieur du secteur de la construction (tableau D 8), glissement déjà constaté pour la période 1955-1965, s'est manifestement accentué, surtout à cause de la diminution du nombre global de personnes occupées, due elle-même à l'effet de la conjoncture. La répartition des travailleurs d'après leur situation dans l'entreprise montre que la proportion en chiffres absolus et en expression relative d'ouvriers occasionnels et de manoeuvres a notablement diminué, tandis qu'on enregistre pour tous les autres groupes, en 1967, une augmentation relative ou au moins une proportion inchangée.

Les statistiques de 1966 et 1967 ne permettent pas de tirer des conclusions quant à l'évolution ultérieure de l'emploi dans la construction en République fédérale d'Allemagne. Il faut attendre pour cela les résultats de 1968, qui indiqueront clairement la fin de la récession. Il s'agit au fond de démontrer que l'année 1967, par rapport à la période d'enquête, a présenté une évolution tout à fait normale.

On ne peut exclure que l'évolution ultérieure de l'emploi dans le secteur, après le sérieux fléchissement conjoncturel qu'on a enregistré, ne reprenne plus lentement que prévu.

L'évolution de l'activité de la construction en République fédérale dépendra également d'un élément nouveau: savoir si l'on réussira, grâce à une loi qui est actuellement à l'état de projet (projet de loi sur l'urbanisme et le développement des centres secondaires, actuellement en instance d'examen au Bundestag), à entreprendre les constructions nécessaires pour l'assainissement et la rénovation de petites et de grandes villes et à atteindre par là, dans la construction, un niveau élevé d'activité, comme celui qui a donné jusqu'ici une grande impulsion à ce secteur.

ITALIE

S'agissant de l'évolution structurelle des entreprises, qui fait l'objet du chapitre 1 du rapport de synthèse, on ne possède pas de données comparables de date plus récente. On a cependant des raisons de croire que les tendances signalées dans les paragraphes qui s'y rapportent, ne se sont pas modifiées durant les années qui ont suivi.

Pour ce qui est de l'évolution et des fluctuations périodiques de l'emploi dans la construction, celui-ci, après être tombé en 1966 au niveau de 1.895.000 unités, a accusé une certaine reprise en 1967, atteignant le chiffre de 1.928.000 personnes occupées. Cependant, dans les premiers mois de 1968, il semblait que la reprise du niveau de l'emploi ne s'était pas encore consolidée et que, par conséquent, on ne pouvait encore affirmer que le secteur fût définitivement sorti de la conjoncture défavorable.

Cette considération vaut surtout pour la construction de logements. Celle-ci, en effet, a encore diminué en 1966 et en 1967, tant dans les chefs-lieux et les communes de plus de 20.000 habitants que dans l'ensemble des communes. Par contre, le nombre des logements en projet tend à augmenter, aussi bien en 1968 qu'en 1967, ce qui devrait indiquer un renversement de tendance même dans la construction, encore que ce renversement tarde à se manifester.

On constate par contre particulièrement en 1967, par rapport à 1966, une augmentation du volume des travaux entrepris par les pouvoirs publics, travaux qui ont sans aucun doute sérieusement contribué à soutenir le niveau de l'emploi.

On a également assisté en 1966 et 1967 aux habituelles fluctuations saisonnières de l'emploi, qui s'étaient notablement atténuées en 1965, comme l'indique le rapport de synthèse; nous renvoyons, à ce sujet, aux considérations développées dans le rapport même.

Quant aux modifications structurelles de l'emploi, qui font l'objet du chapitre 3 du rapport de synthèse, on doit, bien qu'on ne possède pas de données comparables plus récentes, considérer que les tendances relevées dans le texte du rapport sont des tendances fondamentales et se sont maintenues également pendant les dernières années.

./.

Le marché du travail dans l'industrie de la construction continue à présenter les mêmes caractéristiques qui ont été mises en évidence dans le 1er paragraphe du chapitre 4 du rapport.

Le nombre d'inscriptions comme demandeur d'emploi dans les métiers de la construction a accusé une diminution au cours des années 1966 et 1967, tandis que les chiffres du 1er semestre de 1968 semblent indiquer un arrêt de cette tendance par rapport aux moyennes de l'année précédente.

Par contre, le nombre des inscriptions comme demandeurs d'emploi dans la catégorie non qualifiée continue à diminuer. Pour l'interprétation de ces données, on se référera au texte du rapport. Ceci vaut également pour les données concernant d'une part le nombre d'inscriptions comme demandeurs d'emploi par profession-type et d'autre part la pénurie de main-d'oeuvre.

Le rôle de la formation professionnelle reste toujours important. Le nombre des apprentis occupés dans l'ensemble des entreprises, après avoir atteint en 1966 le minimum des dernières années, a recommencé d'augmenter en 1967 et en 1968, tandis que le nombre des apprentis occupés dans les entreprises artisanales n'a pas cessé d'augmenter. Le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale exerce dans ce domaine une action continue, en organisant des cours. Il a également élaboré un projet de loi concernant la formation professionnelle dispensée en-dehors du cadre scolaire, projet qui apporte à ce problème des solutions modernes et organiques dans le contexte général de la programmation économique.

Evidemment, les efforts en vue de la formation de personnel de cadre technique de niveau supérieur, se poursuivant également dans le cadre du système scolaire.

Les prévisions pour l'avenir restent substantiellement identiques à celles qui ont été décrites dans le paragraphe correspondant du rapport de synthèse. On estime que les tendances signalées dans le rapport - tendances à une plus grande concentration dans les entreprises et à une augmentation de l'importance numérique de la main-d'oeuvre spécialisée et qualifiée - continueront à se manifester. De là une nécessité croissante de formation professionnelle de la main-d'oeuvre à tous les niveaux, en vue de l'adapter aux exigences nouvelles.

Le recours à la préfabrication tend à se répandre, encore que la construction traditionnelle conserve encore, dans de nombreux cas, sa raison d'être.

Les données du tableau I 11 remplacent celles du tableau correspondant du rapport. Elles sont empruntées aux nouvelles prévisions publiées par la Confédération générale de l'Industrie italienne au début de 1966, et s'étendent jusqu'à 1971.

D'après ces perspectives, on peut s'attendre à un accroissement de l'emploi pendant toutes les années considérées, tant dans l'industrie de la construction que dans celle de l'aménagement d'installations, et tant dans le Centre et le Nord que dans l'Italie méridionale et insulaire.

Il y a lieu de rappeler qu'en 1968, le Parlement a converti en loi un décret-loi destiné à promouvoir la relance de l'économie qui manifestait un certain ralentissement conjoncturel.

Ce décret prévoit des mesures en matière de crédit, des facilités fiscales et des dégrèvements de charges sociales pour les entreprises du Sud. Il aura sans aucun doute des effets bénéfiques, notamment dans le secteur de la construction.

LUXEMBOURG

Suivant une tendance qui s'était déjà manifestée précédemment, le nombre des entreprises a diminué légèrement entre 1965 et 1967, tant dans la construction que dans l'ensemble des autres secteurs de l'économie.

La tendance observée, au cours de la période 1963 - 1965, à la réduction du nombre des employés en regard d'une augmentation du nombre des "propriétaires" d'entreprises, s'est renversée après 1965. On peut considérer que les effectifs globaux sont stationnaires. Pendant toute l'année 1965 et les premiers mois de 1966, une grande activité a régné dans le secteur de la construction, principalement dans les travaux publics (travaux de grande envergure).

Cependant, par suite de la situation économique générale et du ralentissement des investissements publics, l'activité du secteur de la construction a diminué en 1967, ce qui a fait disparaître la pénurie aigüe de main-d'oeuvre dans certains métiers du bâtiment (1).

La statistique des offres d'emploi non satisfaites, ainsi que les premiers permis de travail délivrés aux travailleurs étrangers, confirment cette évolution.

Cela étant, on a pu, en diminuant l'immigration garantir le plein emploi, le volume total de chômage étant devenu insignifiant.

Cependant, dans le courant de 1968, la situation s'est relativement aggravée dans la construction avec l'apparition de deux facteurs contradictoires; un excédent de main-d'oeuvre disponible et simultanément une pénurie d'ouvriers qualifiés.

C'est pourquoi les autorités ont porté leur effort sur la formation et la rééducation professionnelles.

Cet effort en effet, était devenu indispensable parce que l'expansion de l'économie luxembourgeoise avait pris un essor décisif en 1968, grâce à l'augmentation des échanges dans le cadre du Marché Commun.

./.

(1) C.E.E. 1965, 1966, 1967, 1968 "Les problèmes de main-d'oeuvre dans la Communauté".

Au moment où les investissements de l'Etat accusaient une nette augmentation (principalement à cause de l'augmentation de la construction de nouveaux bâtiments scolaires), une amélioration s'est produite également dans le domaine du logement.(1)

(1) C.E.E. - La situation économique dans la Communauté, 3.4.1968

PAYS-BAS

Depuis la fin de 1965, certaines modifications importantes se sont produites dans l'évolution de la construction, plus particulièrement sur le plan du marché du travail. Les indications statistiques donnent une idée de certains aspects de cette évolution. La cause de ces modifications est en partie conjoncturelle et en partie structurelle, bien qu'il soit impossible de dissocier clairement

Un fléchissement conjoncturel s'est produit principalement sous l'effet de causes extérieures, pendant le second semestre de 1966; il a eu, comme on pouvait s'y attendre, une répercussion sur le niveau de l'emploi dans la construction. Bien que d'autres secteurs de l'économie néerlandaise aient été atteints d'un chômage croissant, la part de la construction dans les disponibilités totales contrôlées de main-d'oeuvre est passée de 15 % en 1966 à 25 % en janvier 1967. Cette évolution est due en partie à la régression d'activité constatée dans la construction en Allemagne occidentale, par suite de laquelle 7.000 frontaliers de la construction sont devenus disponibles pour le secteur néerlandais correspondant.

Le ralentissement qui s'est dessiné sur le marché du travail dans le courant de 1966 présente des aspects fort divers selon les régions. En particulier, celles qui sont situées en-dehors de la partie occidentale du pays ont une structure économique faible, de sorte qu'elles connaissent une situation préoccupante en matière d'emploi dès le premier ralentissement de la conjoncture. Seule une politique structurelle sélective et fort coûteuse, qui se proposerait d'assurer aussi rationnellement que possible la répartition future du travail et du bien-être entre les régions et les secteurs pourrait, en l'occurrence, apporter une amélioration. Le chômage croissant et la contraction de l'emploi qui se sont manifestés en 1966 et en 1967 n'ont pas entraîné de ralentissement de la production dans la construction. Au contraire, les auteurs du rapport du CPB (Bureau central du Plan) sur "l'évolution de la construction jusqu'à 1970", ont calculé que l'augmentation réelle de la production dans le secteur, selon les normes du programme pour la construction, se chiffrait à 23 % environ pour la période 1965-1968, soit exactement l'augmentation de production qu'il aurait fallu obtenir pendant la même période pour permettre d'atteindre l'accroissement de 38 % prévu pour l'ensemble de la période 1965-1970.

La production répond donc fidèlement aux prévisions. Cependant, suivant les mêmes calculs, les effectifs occupés dans le secteur de la construction pour des travaux d'un coût unitaire supérieur à 10.000 florins auraient dû progresser de 10 à 11 %, alors qu'en réalité ils ont à peine augmenté après un fléchissement marqué en 1967.

Il en résulte logiquement que le volume de production par travailleur présent sur le chantier et par heure-travailleur productive a sensiblement augmenté. Selon les indications du Bureau central de Statistiques (CBS) élaborées par le Ministère du Logement et de l'Organisation du Territoire, le volume de production par heure-travailleur productive a évolué comme suit (secteur de la construction, travaux d'un coût unitaire de 10.000 florins et plus) :

de 1958 à 1959	: + 4,7 %
de 1959 à 1960	: + 0,4 %
de 1960 à 1961	: - 2,3 %
de 1961 à 1962	: + 1,9 %
de 1962 à 1963	: + 7,7 %
de 1963 à 1964	: + 3,9 %
de 1964 à 1965	: + 4,4 %
de 1965 à 1966	: + 7,8 %
de 1966 à 1967	: +13,0 % (chiffre provisoire).

Ces chiffres mettent clairement en évidence l'augmentation notable de la production par heure-travailleur en 1966 et en 1967. Cette évolution s'explique en particulier par le fait que la stagnation de la conjoncture, accompagnée éventuellement de perspectives d'avenir en général moins favorables a contribué à éliminer assez brusquement du processus de production une certaine surcapacité, efficace du point de vue des différentes entreprises. Cette surcapacité se composait d'ailleurs en partie de main-d'oeuvre recrutée pour l'industrie de la construction par suite de la politique d'expansion inaugurée dans ce secteur, sous diverses formes, en 1963. De nombreux travailleurs possédant de longs états de services ont été licenciés tant en 1966 qu'en 1967. Tous ces facteurs n'ont évidemment pas manqué de se répercuter sur le volume total de la main-d'oeuvre occupée dans la construction. Les études faites par l'Institut économique de l'Industrie de la Construction (Economisch Instituut voor de Bouwnijverheid) ont montré que les effectifs s'étaient notablement réduits, en particulier par suite d'un nombre relativement élevé de licenciements. Si l'évolution en matière de chômage est redevenue plus favorable dans la construction, notamment au cours du second semestre de 1968, c'est dû en grande partie au transfert de la main-d'oeuvre vers d'autres branches d'activité qui se sont développées depuis 1966. L'évolution de la conjoncture exerce d'ailleurs un rôle stimulant à cet égard. De ce fait, on enregistre une reprise de l'embauche qui est due notamment, elle aussi, à des influences antérieures. Cela contribuera assez rapidement à limiter le problème du chômage à un problème partiel concernant un groupe de travailleurs vulnérables, mais l'attention risque d'être détournée du grand problème de la structure de l'économie et de la différenciation des secteurs.

a) TABLEAUX C.E.E.

de C.E.E. 1 à C.E.E. 2

Tableau CEE 1: Nombre d'entreprises et effectifs occupés dans l'industrie de la construction dans la C.E.E. - 1961

E.I.C.E. (1)	Branche d'industrie	Allemagne		France		Italie		Pays-Bas		Belgique		Luxembourg		C.E.E.	
		Total	dont comprenant 10 ou plus	Total	dont comprenant 10 ou plus	Total	dont comprenant 10 ou plus	Total	dont comprenant 10 ou plus	Total	dont comprenant 10 ou plus	Total	dont comprenant 10 ou plus	Total	dont comprenant 10 ou plus
4	Bâtiment et génie civil	153.243	41 374	169 884	18 101	57 673	11 245	37 478	3 405	47 645	2 738	1 310	250	467 233	77 113
40	Bâtiment et génie civil	153.243	41 374	169 884	18 101	57 673	11 245	37 478	3 405	47 645	2 738	1 310	250	467 233	77 113
420	Bâtiment et génie civil - démolition	13.693	9 767	(a)	(a)	9	-	1 372	10	160	19	58	58	16 292	9 854
421	Construction d'immeubles	33.616	11 873	165 840(b)	16 165(b)	30 722	7 780	16 884	1 187	11 550	1 175	209	69	256 321	38 209
402	Génie civil	4.831	3 670	4 884	1 936	3 466	1 424	2 161	472	1 091	420	46	28	15 639	7 950
403	Installation de locaux	40.211	7 690	(a)	(a)	8 589	1 167	7 447	854	9 814	463	30	30	66 310	10 204
404	Aménagement de locaux	58.892	8 374	(a)	(a)	75 387	934	10 614	892	25 030	661	744(c)	45	710 671	10 896
	Effectifs occupés														
4	Bâtiment et génie civil	2.072.947	1 658 929	1 326 649	943 024	902 293	657 768	366 355	213 390	261 424	136 727	14 930	11 618	4 947 596	3 623 456
40	Bâtiment et génie civil	2.072.947	1 658 929	1 326 649	943 024	902 293	657 768	366 355	213 390	261 424	136 727	14 930	11 618	4 947 596	3 623 456
420	Bâtiment et génie civil - démolition	658.400	632 162	(a)	(a)	41	-	7 045	670	1 603	556	4 160	4 160	666 749	637 543
401	Construction d'immeubles	497.120	411 239	1 084 420(b)	708 898(b)	639 812	457 824	186 428	96 318	117 603	72 409	3 692	3 423	2 313 867	1 750 111
402	Génie civil	260.172	258 108	242 217	274 126	158 306	140 680	62 085	50 309	41 451	36 482	2 480	2 396	766 301	719 101
403	Installation de locaux	315.295	191 462	(a)	(a)	59 449	37 069	64 847	41 084	37 351	12 631	1 573	760	474 205	259 275
404	Aménagement de locaux	340.670	115 958	(a)	(a)	57 995	17 196	56 950	25 009	68 416	14 649	2 825	855(c)	576 456	239 571

omenclature des industries dans les Communautés européennes

(a) est compris dans le n° 401

(b) y compris les n° 400, 402, et 404

(c) y compris une partie du n° 253 (charpente, menuiserie, parquets)

Source : Recensement industriel de l'Office statistique des Communautés européennes

Tableau C.E.E. 2 : Emploi salarié dans le bâtiment et génie
dans la C.E.E.

Pays	Etat en avril		en milliers
	1966	1967	1968
<u>Allemagne</u>	2 101,0	1 934,0	1.967,0
dont			
ouvriers	1 861,0	1 703,0	1.737,0
employés	240,0	231,0	230,0
<u>France (a)</u>	1 412,2	1 423,4	.
dont			
ouvriers	.	.	.
employés	.	.	.
<u>Italie</u>	695,9	726,5	781,0
dont			
ouvriers	653,2	681,0	735,3
employés	42,7	45,5	45,7
<u>Pays-Bas</u>	397,0	391,2	396,0
dont			
ouvriers	364,4	359,0	363,4
employés	32,6	32,2	32,6
<u>Belgique</u>	236,4	240,2	237,0
dont			
ouvriers	222,2	225,0	220,7
employés	14,2	15,2	16,3

(a) Etat au 1er janvier

Source : Statistiques harmonisées de l'emploi salarié de l'Office Statistiques
des Communautés européennes
Statistiques sociales 1967, n° 6, Etudes et enquêtes statistiques 1968, n° 2
Statistiques sociales 1969, n° 2

b) Tableaux BELGIQUE

(de B 1 à B 1')

Tableau B 1

6.384/V/69-F

Population active civile occupée totale au 30 juin de l'année

Années	Salariés		Frontaliers		Indépendants		Aidants		Total		
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
1950	1.646.333	618.498	28.700	12.700	592.870	157.611	121.031	226.298	2.388.934	1.011.107	3.400.041
1955	1.717.742	660.169	26.600	10.700	546.014	162.240	98.810	185.610	2.389.166	1.018.719	3.407.885
1960	1.747.531	714.828	65.900	16.910	499.812	170.869	76.923	154.288	2.390.166	1.056.895	3.347.061
1962	1.819.720	760.797	49.410	12.790	487.705	172.102	70.782	148.027	2.427.617	1.093.716	3.521.333
1964	1.900.695	809.738	44.528	13.164	469.779	164.299	56.730	136.460	2.471.732	1.123.661	3.595.393
1966	1.922.633	844.311	38.675	13.952	457.081	162.179	52.528	125.576	2.470.917	1.146.018	3.616.935
1968	1.892.420	858.254	39.054	14.351	450.931	161.743	53.963	124.932	2.436.368	1.159.280	3.595.648

Population active dans le secteur de la "Construction" - Situation au 30 juin

Années	Salariés		Frontaliers		Indépendants		Aidants		Total		
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
1950	176.267	1.989	2.900	-	45.681	469	4.253	3.441	229.101	5.899	235.000
1955	197.835	2.180	2.600	-	43.083	636	4.328	2.907	247.846	5.723	253.569
1960	199.495	2.769	4.300	-	40.486	804	4.403	2.576	248.684	6.149	254.833
1962	218.198	3.709	4.700	-	40.309	848	4.375	2.670	267.582	7.227	274.809
1964	227.148	3.712	4.063	50	41.701	815	3.527	2.915	286.439	7.492	293.933
1966	240.583	4.381	4.590	35	42.641	819	4.011	3.112	291.825	8.347	300.172
1968	245.157	5.069	4.266	34	44.623	879	4.683	3.298	298.729	9.280	308.009

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail

Tableau B 1 bis

Répartition des travailleurs (ouvriers et employés)
assujettis à la sécurité sociale au 30.6.65 et au
30.6.67 par branches d'activités importantes

Source O.N.S.S.

(Hommes + Femmes)

Branches d'activité	1965	1967	Différence
Agriculture - sylviculture - pêche	16.372	15.008	- 1.364
Industries extractives	93.733	73.532	- 20.201
Industries manufacturières	1.121.025	1.086.137	- 34.888
Construction	240.826	250.298	+ 9.472
Transport	77.182	75.875	- 1.307
Commerce	341.287	363.292	+ 22.005
Hôtels et soins personnels	74.368	77.597	+ 3.229
Services publics et autres services d'intérêt général	208.742	218.447	+ 9.705
TOTAL	2.173.535	2.160.186	- 13.349

Tableau B 2 : Répartition des entreprises par classes d'importance
Relevé ONSS au 30 juin

	1965		1966		1967	
	Valeurs absolues	Valeurs %	Valeurs absolues	Valeurs %	Valeurs absolues	Valeurs %
Nombre de salariés Ouvriers + employés						
Moins de 5						
Nombre d'entreprises	16.324	63,93	16.304	63,61	16.383	63,63
Nombre de salariés	31.699	13,16	31.825	13,10	32.094	12,83
De 5 à 19						
Nombre d'entreprises	6.992	27,40	7.076	27,61	7.144	27,74
Nombre de salariés	61.971	25,73	62.490	25,73	63.371	25,31
De 20 à 49						
Nombre d'entreprises	1.473	5,77	1.531	5,97	1.501	5,83
Nombre de salariés	44.353	18,42	46.075	18,97	45.486	18,17
De 50 à 99						
Nombre d'entreprises	434	1,70	433	1,69	430	1,67
Nombre de salariés	29.452	12,23	29.561	12,17	29.343	11,73
De 100 à 199						
Nombre d'entreprises	191	0,75	181	0,71	175	0,68
Nombre de salariés	25.664	10,65	24.977	10,28	23.565	9,41
De 200 à 499						
Nombre d'entreprises	69	0,27	75	0,29	83	0,33
Nombre de salariés	20.321	8,44	22.283	9,18	24.758	9,90
De 500 à 999						
Nombre d'entreprises	28	0,11	24	0,09	21	0,08
Nombre de salariés	18.426	7,65	16.543	6,81	15.252	6,09
De 1.000 et plus						
Nombre d'entreprises	6	0,02	7	0,03	12	0,04
Nombre de salariés	8.940	3,71	9.140	3,76	16.429	6,56
Total (constructions)						
Nombre d'entreprises	25.517	100,00	25.631	100,00	25.754	100,00
Nombre de salariés	240.826	100,00	242.894	100,00	250.298	100,00

Tableau B 3 : Evolution de la répartition géographique des entreprises de construction et des travailleurs de l'industrie de la construction affiliés à la sécurité sociale

Provinces et régions	1965				1966				1967			
	Nombre d'entre-pr.	1955 = 100	Nombre de travail.	1955 = 100	Nombre d'entre-pr.	1955 = 100	Nombre de travail.	1955 = 100	Nombre d'entre-pr.	1955 = 100	Nombre de travail.	1955 = 100
Anvers	4.118	112,72	37.401	131,33	4.074	111,52	37.579	131,96	4.090	111,96	40.216	141,22
Bruxelles	2.612	65,62	53.993	104,68	2.513	63,14	54.969	106,57	2.495	62,68	56.702	109,93
Brabant	5.554	102,41	73.721	118,27	5.476	100,97	75.134	120,53	5.546	102,26	76.769	123,16
Flandre occidentale	3.604	114,63	28.502	117,41	3.639	115,74	29.292	120,67	3.643	115,87	29.935	123,32
Flandre orientale	3.739	117,87	28.915	129,62	3.789	119,45	29.582	123,40	3.805	119,95	30.849	128,69
Hainaut	2.688	111,48	21.557	120,29	2.748	113,97	21.124	117,87	2.750	114,06	22.223	124,01
Liège	2.498	100,52	25.594	119,59	2.492	100,28	24.794	115,85	2.494	100,36	24.130	112,75
Limbourg	1.734	146,70	13.522	161,90	1.816	153,63	13.411	160,57	1.854	156,85	14.317	171,42
Luxembourg	573	111,91	4.385	96,43	580	113,28	4.519	99,38	575	112,30	4.528	99,58
Namur	1.009	110,51	7.229	105,67	1.017	111,39	7.459	109,03	997	109,20	7.331	107,16
Région flamande	15.435	128,72	123.092	134,54	15.584	129,96	124.614	136,21	15.739	131,25	130.131	142,24
Région wallonne	7.470	107,88	63.741	115,78	7.534	108,80	63.310	115,00	7.520	108,60	63.465	115,28
Bruxelles	2.612	65,62	53.993	104,68	2.513	63,14	54.969	106,57	2.495	62,68	56.702	109,93
Total de la Construction	25.517	111,45	240.826	121,55	25.631	111,95	242.894	122,60	25.754	112,43	250.298	126,33

Evolution du niveau de l'emploi dans l'industrie
de la Construction - Travailleurs assujettis à la
sécurité sociale - Situation au 30 juin

Source : O.N.S.S.

Année de référence	Effectifs (ouvriers + employés) le 30 juin				
	Construction		Tous les secteurs		% de la construction par rapport à tous les secteurs
	Chiffres absolus	Evolution% 1955 = 100	Chiffres absolus	Evolution % 1955 = 100	
1965	240.826	121,55	2.173.535	113,69	11,08
1966	242.894	122,54	2.185.924	114,54	11,11
1967	250.298	126,28	2.160.186	112,99	11,59

Investissements dans le secteur des logements
et nombre des logements construits

Années	Investissements bruts (prix courants en milliards de F)		Nombre des logements construits (3)	Logements sociaux	
	Ministère des Affaires Economiques(1)	DULBEA (2)		Nombre de logements (4)	% du total
1959	22,1	27,0	42.346	23.263	54,94
1960	26,3	30,1	46.841	32.351	69,07
1961	29,1	-	49.030	24.793	50,57
1962	26,1	-	43.803	23.096	52,73
1963	25,3	-	38.029	18.362	48,28
1964	41,7	-	50.586	25.347	50,11
1965	45,7	-	54.499	23.005	42,11
1966	41,8	-	45.016	(5)	-
1967	43,5	-	47.401	(5)	-

(1) Institut national de Statistiques

(2) Université libre de Bruxelles

(3) Institut national de Statistiques

(4) Estimations par la Centrale Chrétienne des ouvriers de la construction

(5) non disponibles

Tableau B 6 : Crédits bruts de l'administration centrale
(en milliards de francs, prix courants)

Année	Bâtiments	Voies navigables	Routes			Total
			Budget Ext.	Fds routes	E3	
1957	1,42	1,39	2,88			5,69
1958	1,29	1,10	2,15			4,54
1960	1,02	2,26	0,02	2,54		5,84
1961	0,60	4,23	0,002	3,04		7,87
1962	1,14	4,03	0,02	3,92		9,11
1963	1,04	3,14	1,17	5,18		10,53
1964	0,88	4,02	0,39	5,10	2,65	13,04
1965	0,98	5,45	0,48	6,27	1,75	14,93
1966	1,67	5,18	0,92	7,85	3,78	19,40
1967	1,94	7,03	0,93	9,25	4,42	23,57

Tableau B 7Evolution du nombre de chômeurs temporaires parmi
les travailleurs masculins - moyenne journalière

Source : ONEM

Date de référence	Nombre de chômeurs de la construction	% chômeurs de la construction sur le total des chômeurs (hommes)
1965		
février	54.263	73,36
avril	983	9,09
juin	397	5,12
octobre	359	5,26
1966		
février	18.106	52,92
avril	3.259	16,13
juin	573	5,02
octobre	3.990	31,25
1967		
février	31.472	58,78
avril	1.988	9,21
juin	702	5,07
octobre	2.575	16,49

Tableau B 8 : Evolution du nombre des travailleurs
indépendants et des salariés

Année	Entrepre- neurs in- dépendants + aides (1)	Entrepre- neurs dé- pendants de l'O.N.S.S. (2)	Indépen- dants + aides (3)	Travailleurs affiliés à l'O.N.S.S. (4)	% (1) et (4)
1965	49.797	25.517	24.280	240.826	20,67
1966	50.583	25.631	24.952	242.894	20,82
1967	52.033	25.754	26.279	250.298	20,78

Tableau B 9 : Evolution de l'importance relative des ouvriers et des employés

Catégo- ries de travail- leurs	1964			1967			Différence entre 1964 et 1967		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	Ouvriers	224.113	700	224.813	231.657	798	232.455	+7.544	+ 98
Employés	10.927	3.005	13.932	13.858	3.985	17.843	+2.931	+ 980	+3.911
Total	235.040	3.705	238.745	245.515	4.783	250.298	+10.475	+1.078	+11.553

Tableau B 10 : Répartition par classes d'âges des ouvriers ayant effectué des prestations dans la construction (situation au 31 décembre)

Classes d'âges	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
moins de 20 ans	6,45 %	7,88 %	8,92 %	9,43 %	9,75 %	9,81%	9,62%
de 20 à 29 ans	26,74 %	25,61 %	24,81 %	24,99 %	24,82 %	25,01%	25,93%
de 30 à 39 ans	23,13 %	23,38 %	23,70 %	23,91 %	23,15 %	24,35%	24,59%
de 40 à 49 ans	16,69 %	16,63 %	16,11 %	15,83 %	15,76 %	16,15%	16,72%
de 50 à 59 ans	20,30 %	20,36 %	19,92 %	18,99 %	18,22 %	17,19%	15,73%
de 60 ans et plus	5,69 %	6,14 %	6,54 %	6,80 %	7,30 %	7,48%	7,41%
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : Caisses des congés payés du bâtiment et des travaux publics

Tableau B 11 : Chômeurs dirigés vers l'exercice d'un métier de l'industrie de la Construction en 1967 (1)

Professions	Nombre
Maçons	395
Plâtriers	82
Carreleurs	61
Charpentiers-coffreurs-bois-seurs-ferrailleurs	219
Menuisiers	27
Peintres en bâtiment	42
Plombiers	34
Monteurs en chauffage central	59
Couvreurs de toits d'ardoise	1
Total	920
<u>Source</u> : Office national de l'Emploi	

(1) Formations professionnelles terminées en 1967 (Centres en gestion directe de l'O.N.Em.)

c) Tableau ALLEMAGNE

(de D 1 à D 9)

Tableau D 1 : Répartition des entreprises et du personnel occupé dans les différents secteurs de l'industrie de la construction

Nombre de personnes occupées dans l'entreprise	Total	Travaux en surface, en profondeur, génie civil	Travaux en surface et génie civil	Travaux en profondeur et génie civil	Construction de routes	Construction de cheminées, installations de chauffage et fours industriels	Construction de digues et travaux d'étanchéité	Creusement de puits et forages non miniers	Travaux de démolition, de dynamitage et de déblaiement	Plafonnage, plâtrage et crépissage	Charpenterie et travaux de génie en bois	Couverture
Fin juin 1966												
- 1	5.938	78	1.576	657	154	53	179	37	62	951	1.650	541
2 - 4	13.378	163	2.823	908	255	65	343	91	115	1.499	4.699	2.417
5 - 9	15.112	349	5.434	705	336	44	322	59	95	2.305	3.104	2.359
10 - 19	13.493	712	7.283	721	442	41	227	50	57	1.711	1.250	999
1 - 19 total	47.921	1.302	17.116	2.991	1.187	203	1.071	237	329	6.466	10.703	6.316
20 - 49	11.073	1.388	6.242	1.011	854	51	202	52	47	694	319	213
50 - 99	4.567	1.129	2.009	471	677	23	57	10	10	120	34	27
100 - 199	2.083	792	593	262	332	22	35		3		6	7
200 - 499	916	478	167	83	150	6	22	16		28		
100 - 499 total	2.099	1.270	760	345	482	28	57		3		6	7
500 - 999	137	90	20	7								
1000 et plus	39	31	3		12	6	4					
500 et plus-total	176	121	23	7	12	6	4					
Total des entrepr.	66.736	5.210	26.150	4.825	3.212	311	1.391	315	389	7.308	11.062	6.563
- 1	5.938	78	1.576	657	154	53	179	37	62	951	1.650	541
2 - 4	40.071	502	8.543	2.601	767	181	1.015	251	347	4.645	13.748	7.471
5 - 9	102.596	2.485	38.191	4.846	2.281	293	2.201	404	636	15.712	20.171	15.376
10 - 19	184.858	10.027	101.511	10.145	6.346	558	3.038	657	776	22.638	16.331	12.831
1 - 19 total	333.463	13.092	149.821	18.249	9.548	1.085	6.433	1.349	1.821	43.946	51.900	36.219
20 - 49	337.187	45.861	187.417	31.681	26.915	1.485	6.229	1.517	1.373	20.126	8.764	5.819
50 - 99	315.853	80.440	135.644	32.817	48.139	1.562	4.009	691	627	8.143	2.076	1.705
100 - 199	285.851	110.005	79.105	36.372	46.178	3.128	4.882		410		892	917
200 - 499	267.684	144.795	47.971	22.771	41.000	1.718	6.661	4.617		4.582		
100 - 499 total	553.725	254.800	127.076	59.143	87.178	4.846	11.543		410		892	917
500 - 999	90.003	60.994	13.069	3.974								
1000 et plus	60.057	50.825	3.529		7.264	5.168	2.956					
1000 et plus-total	150.060	111.819	16.598	3.976	7.264	5.168	2.956					
Total des personnes occupées	1.690.288	506.012	616.556	145.866	179.044	14.146	31.170	8.174	4.231	76.797	63.632	44.660
Fin juin 1967												
- 1	6.108	88	1.650	684	180	51	220	25	72	972	1.600	566
2 - 4	13.506	199	2.972	935	289	66	392	91	107	1.581	4.568	2.306
5 - 9	15.778	399	5.668	717	329	53	344	66	104	2.412	3.095	2.591
10 - 19	13.484	754	7.259	721	492	46	249	50	44	1.552	1.207	1.110
1 - 19 total	48.876	1.440	17.549	3.057	1.290	216	1.205	232	327	6.517	10.470	6.573
20 - 49	10.547	1.445	5.839	914	852	45	182	44	48	619	297	262
50 - 99	4.141	1.107	1.714	481	578	17	65	12		114	21	26
100 - 199	1.790	707	492	196	307	18	29	6			4	5
200 - 499	713	359	134	66	120		23		9		26	5
100 - 499 total	2.503	1.066	626	262	427	18	52	6	9		26	5
500 - 999	103	72	15	4	4							
1000 et plus	28	24					4					
500 et plus-total	131	96	15	4	4		4					
Total des entrepr.	66.198	5.154	25.743	4.718	3.151	306	1.508	300	384	7.276	10.792	6.866
- 1	6.108	88	1.650	684	180	51	220	25	72	972	1.600	566
2 - 4	40.335	625	8.984	2.654	873	188	1.153	250	299	4.874	13.310	7.125
5 - 9	106.794	2.792	39.643	4.835	2.294	355	2.308	425	710	16.394	20.022	17.016
10 - 19	184.898	10.692	101.280	10.086	7.003	639	3.287	672	621	20.414	15.795	14.409
1 - 19 total	338.135	14.197	151.557	18.259	10.350	1.233	6.968	1.372	1.702	42.654	50.727	39.116
20 - 49	319.109	47.022	174.014	27.833	27.370	1.394	5.502	1.302	1.363	17.606	8.391	7.312
50 - 99	285.301	78.929	115.459	33.069	40.020	1.297	4.524	775		7.646	1.372	1.705
100 - 199	243.065	97.955	64.482	26.689	42.059	2.392	3.946	892	833	3.865	575	694
200 - 499	205.408	107.071	37.883	17.975	32.812		6.714					
100 - 499 total	448.473	205.026	102.365	44.664	74.871		10.660			3.865	575	694
500 - 999	67.700	47.351	11.394	2.177	2.727	5.935		2.314				
1000 et plus	41.413	36.556					2.738					
500 et plus-total	109.113	83.907	11.394	2.177	2.727		2.738					
Total des personnes occupées	1.500.131	429.081	554.789	126.002	155.338	12.251	30.392	6.655	3.898	71.771	61.065	48.889

Tableau D 2 : Logements construits dans des immeubles résidentiels
et non résidentiels

1966	604.799
1967	572.434

Tableau D 3 : Chiffres d'affaire par catégories d'ouvrages
(en milliers de DM)

Année	Total	Immeubles résidentiels	Immeubles ruraux	Immeubles commerciaux et industriels	Travaux publics (communications)			
					Total	Constructions en surface	Routes	Autres travaux avec déplace- ment de terres
1966	46.878.182	16.895.722	879.546	9.432.515	19.670.399	4.761.520	7.485.041	7.423.838
1967	44.328.655	16.413.578	843.259	8.077.893	18.993.925	4.580.232	7.307.781	7.105.912

Tableau D 4 : Nombre d'entreprises de construction par classes d'importance

Nombre de personnes occupées par l'entreprise	Total	Classes d'importance				
		1 - 19	20 - 49	50 - 99	100 - 499	500 et plus
1966	66.736	47.921	11.073	4.567	2.999	176
1967	66.198	48.876	10.547	4.141	2.503	131

Tableau D 5 : Répartition géographique des entreprises et des effectifs

Länder		1966	1965
Schleswig-Holstein	. entreprises	2.472	2.480
	. effectifs	68.410	61.711
Hambourg	. entreprises	1.252	1.254
	. effectifs	49.829	45.974
Basse-Saxe	. entreprises	7.939	7.920
	. effectifs	202.803	179.286
Brême	. entreprises	685	643
	. effectifs	24.106	20.949
Rhénanie du Nord-Westphalie	. entreprises	18.243	18.135
	. effectifs	436.584	386.652
Hesse	. entreprises	5.972	5.902
	. effectifs	157.859	140.162
Rhénanie-Palatinat	. entreprises	4.691	4.622
	. effectifs	100.230	88.029
Bade-Wurtemberg	. entreprises	12.774	12.612
	. effectifs	260.770	222.687
Bavière	. entreprises	10.667	10.626
	. effectifs	313.268	284.040
Sarre	. entreprises	993	963
	. effectifs	28.978	23.612
Berlin-Ouest	. entreprises	1.048	1.041
	. effectifs	47.451	47.029

Tableau D 6 : Effectifs occupés dans la construction

Année	Total	Propriétaires travaillant, artisans indépendants inclus	Employés administratifs et techniques stagiaires inclus	Autres catégories de personnes occupées			
				Total	Ouvriers qualifiés y compris contremaîtres et chefs d'é- quipes	Journaliers et manoeuvres	Apprentis industri- els
1966	1.618.834	73.494	125.872	1.419.468	856.024	516.585	46.859
1967	1.466.629	72.926	123.741	1.269.962	795.892	430.923	43.147

Tableau D 7 : Fluctuations saisonnières de l'emploi

Période	Personnel occupé dans les entreprises de construction (qualifiés, manoeuvres et apprentis industriels)	Salaires (en millions de DM)
1966		
janvier	1.317.655	680.734
février	1.360.494	901.045
septembre	1.451.144	1.458.742
1967		
janvier	1.165.751	831.067
février	1.140.278	784.751
septembre	1.328.085	1.273.671

Source : "Bauwirtschaft, Bautätigkeit, Wohnungen", Série 1
décembre 1967 (Office fédéral de statistiques)

Tableau D 8 : Personnes occupées dans l'industrie de la construction,
d'après leur situation dans l'entreprise

Situation dans l'entreprise	1966	%	1967	%
Propriétaire	73.813	= 4,4	73.393	= 4,9
Aides familiaux, non rémunérés	5.779	= 0,3	5.327	= 0,4
Employés administratifs	76.414	= 4,5	73.789	= 4,9
Employés techniques	49.565	= 2,9	48.855	= 3,3
Contremaîtres, chefs terrassiers, maîtres maçons	46.332	= 2,7	43.351	= 2,9
Contremaîtres-adjoints, maîtres maçons adjoints, chefs d'équipe	83.286	= 4,9	76.825	= 5,1
Maçons	346.219	= 20,5	317.150	= 21,1
Bétonneur	28.751	= 1,7	25.019	= 1
Charpentier	115.080	= 6,8	102.620	= 6,8
Autres ouvriers qualifiés de la construction	137.729	= 8,2	131.292	= 8,7
Autres ouvriers qualifiés	139.774	= 8,3	129.038	= 8,6
Journaliers et manoeuvres	539.955	= 32,0	432.888	= 28,9
Apprentis industriels	47.591	= 2,8	40.584	= 2,7
Total	1.690.288	= 100,0	1.500.131	= 100,0

Tableau D 9 : Emplois qualifiés non occupés à la fin de l'année considérée (1)

	1965/66	1966/67
Métiers de la construction :		
Maçons	20.467	16.538
Bétonneurs	7.985	6.272
Carpentiers	1.175	883
Couvreurs	2.094	1.757
Ouvrier de travaux publics - routes	772	758
Stucateurs crépisseurs	506	356
Asphalteur-bitumeur	517	418
Carreleurs	239	192
Poêliers	288	271
Verriers	138	77
Peintres	499	448
	6.113	4.982

(1) Amtl. Nachrichten der Bundesanstalt für Arbeitsvermittlung und Arbeitslosenversicherung
 "Résultats de la statistique sur l'orientation professionnelle", n° 4/1967 et n° 4/1968.

d) Tableaux FRANCE

(de F 1 à F 5)

Tableau F 1 : Effectif par branche d'activité

branche d'activité	Milliers de personnes											
	Chefs d'entreprises non artisanales		Artisans		Ingénieurs techniciens et employés		Ouvriers		Total des salariés		Effectifs globaux	
	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
Maçonnerie et connexes	22,3	22,2	70,2	72,4	60,6	63,5	505	503,0	565,6	566,5	658,1	661,1
Bois	5,0	5,0	49,7	49,2	10,1	11,2	93	95,5	103,1	106,7	157,8	160,9
Couverture-Plomberie ...	5,5	5,7	29,6	30,5	16,2	17,4	98	100,0	114,2	117,4	149,3	153,6
Métal	3,1	3,2	9,8	9,9	6,6	7,5	38,7	40,5	45,3	48,0	58,2	61,1
Installations thermiques, isolation	2,2	2,2	3,0	3,3	9,8	10,2	38	40,6	47,8	50,8	53,0	56,3
Peinture, Aménagements .	7,0	7,2	37,7	39,2	11,5	13,0	110,3	112,8	121,8	125,8	166,5	172,2
Ensemble	45,1	45,5	200,0	204,5	114,8	122,8	883,0	892,4	997,8	1.015,2	1.242,9	1.265,2

Tableau F 2 : Etablissements et salaires du bâtiment
(Rubrique 33 de la nomenclature INSEE) (1)

REGIONS	1962		1966	
	Etablissements	Salariés	Etablissements	Salariés
ALSACE	5.804	32.623	6.123	38.848
AQUITAINE	17.003	45.330	19.224	66.117
AUVERGNE	8.160	21.987	9.087	32.178
BOURGOGNE	8.338	26.389	9.314	36.045
BRETAGNE	13.963	50.645	15.453	65.906
CENTRE	11.071	41.143	12.540	60.887
CHAMPAGNE	5.930	25.299	6.470	30.783
FRANCHE COMTE	4.887	17.935	5.435	22.597
LANGUEDOC	9.378	30.696	11.770	48.682
LIMOUSIN	5.559	11.624	5.845	14.739
LORRAINE	8.816	50.646	8.775	56.311
MIDI PYRENEES	15.039	42.376	17.137	56.211
NORD	12.989	77.249	12.756	81.882
BASSE NORMANDIE	7.077	21.922	6.952	27.172
HAUTE NORMANDIE	5.849	27.970	6.412	32.608
PAYS DE LA LOIRE	12.608	47.345	14.397	68.368
PICARDIE	6.630	27.364	7.233	31.347
POITOU CHARENTES	10.565	25.499	11.320	35.259
PROVENCE COTE D'AZUR CORSE	18.326	87.791	23.745	131.473
REGION PARISIENNE	39.123	242.386	37.093	279.638
RHONE ALPES	23.124	102.497	27.084	130.385
FRANCE ENTIERE	250.239	1.056.716	274.165	1.347.436

(1) Source : Enquêtes de l'I.N.S.E.E. sur les établissements industriels et commerciaux
1962, 1966.

Tableau F 3 : Offres et demandes d'emploi non satisfaites (1)Construction et entretien de bâtiments

Années	Offres d'Emploi non satisfaites	Demandes d'Emploi non satisfaites
1963	10.166	6.280
1964	7.384	5.128
1965	4.655	8.253
1966	4.540	11.252
1967	4.313	18.096

(1) Statistiques Ministère des Affaires Sociales.

Tableau F 4 : Etablissement du bâtiment et des travaux publics dans la France entière en 1962 et en 1966

6.384/V/69-F

N° Nomenclature I.N.S.E.E.	Nbr. tot. d'établiss.	Nombre d'établissements occupant salariés (1)										Nombre total salariés
		0 à 5	6 à 9	10 à 19	20 à 49	50 à 99	100 à 199	200 à 499	500 à 999	1000 à 1999		
33 et 34	Toutes entr. Bât. et T.P. :											
	- 1962	252.549	218.147	14.576	8.642	6.855	2.495	1.078	439	54	7	1.148.881
	- 1966	279.787	237.233	15.597	12.158	9.028	3.081	1.440	635	95	18	1.468.884
330	Ent. Bât. et T.P. ; Ent. des Bât. :											
	- 1962	6.225	1.889	900	985	1.202	675	350	174	26	4	235.931
	- 1966	7.133	2.256	883	1.131	1.375	728	454	237	43	4	284.535
331	Ent. maçon., plâtrerie, béton :											
	- 1962	79.625	68.116	5.614	2.978	1.957	633	218	71	5	2	316.061
	- 1966	89.077	74.789	6.057	4.244	2.683	721	298	119	8	4	398.548
332	Charpente bois, menuis. Bât. :											
	- 1962	53.631	50.282	1.841	842	519	95	27	7	-	-	90.744
	- 1966	52.655	48.675	1.821	1.222	700	139	40	8	-	-	107.904
333	Couverture, plomberie :											
	- 1962	33.185	29.309	1.823	1.063	748	172	47	9	-	-	101.755
	- 1966	39.033	33.887	2.101	1.589	1.031	245	93	21	1	-	138.643
334	Serrurerie du Bâtiment :											
	- 1962	7.481	6.255	554	348	237	64	15	3	-	-	30.622
	- 1966	9.348	7.617	640	531	388	110	21	7	1	-	45.122
335	Fumisterie, chauffage :											
	- 1962	3.456	2.697	272	201	175	76	24	8	-	-	24.263
	- 1966	3.872	2.995	240	260	235	85	26	13	3	-	30.393
336	Peinture de Bât., décorat. :											
	- 1962	42.143	38.827	1.646	880	582	148	33	8	1	-	91.291
	- 1966	46.878	42.487	1.838	1.303	842	238	58	21	3	-	125.227
337	Aménag. des locaux, divers :											
	- 1962	1.540	1.121	186	122	79	26	4	1	-	-	9.664
	- 1966	2.685	2.026	237	220	143	34	11	1	-	-	15.606
338	Const. métal. Bât. & Génie civ. :											
	- 1962	426	91	55	54	100	61	40	22	2	-	22.346
	- 1966	518	141	57	74	104	68	49	21	2	1	25.921
339	Installat. d'électricité :											
	- 1962	18.855	17.000	891	487	357	70	30	5	-	-	49.776
	- 1966	21.293	18.897	985	734	483	102	45	11	-	1	67.027
340	Ent. de T.P. et Génie civ. :											
	- 1962	2.309	723	365	318	412	233	159	79	12	-	92.115
	- 1966	2.836	1.008	328	374	487	319	198	95	16	6	121.448
341	Terrass. trav. ruraux et souterrains :											
	- 1962	1.351	1.039	109	71	75	28	13	3	-	-	10.437
	- 1966	2.073	1.599	145	127	114	46	24	3	3	-	17.334
342	Trav. maritimes et fluviaux :											
	- 1962	115	68	13	10	18	5	-	-	1	-	1.964
	- 1966	121	71	11	13	15	6	3	1	1	-	2.756
343	Trav. de routes et aérodromes :											
	- 1962	1.019	455	158	117	164	72	31	16	1	-	23.213
	- 1966	1.044	403	134	146	169	102	48	30	3	-	32.973
344	Travaux de voies ferrées :											
	- 1962	138	28	19	11	38	19	16	5	1	1	8.660
	- 1966	134	25	13	23	33	22	9	6	3	-	7.868
345	Travaux urbains et d'hygiène publique :											
	- 1962	333	121	51	46	46	39	22	7	-	-	10.491
	- 1966	366	140	37	52	68	31	20	16	2	-	13.874
346	Ent. de réseaux et centrales électriques :											
	- 1962	506	118	54	85	118	65	40	19	5	-	25.244
	- 1966	522	119	50	87	132	67	34	24	6	2	29.352
347	Ent. pose canalisations à grande distance											
	- 1962	30	7	3	4	5	5	4	2	-	-	1.820
	- 1966	40	16	4	5	4	7	4	-	-	-	1.225
348	Fumisterie indust., inst. therm., indust. chambres froides :											
	- 1962	181	101	22	20	23	9	5	-	-	-	2.484
	- 1966	159	80	16	23	22	11	5	1	-	-	3.128

(1) En 1962 les catégories de classements correspondantes étaient légèrement différentes : 0 à 5 ; 6 à 10 ; 11 à 20 ; 21 à 50 ; 51 à 100 ; 101 à 200 ; 201 à 500 ; 501 à 1.000 ; 1.001 à 2.000. A remarquer que dans certains cas il existe quelques établissements non dénombrés qui ne sont pas indiqués ici mais interviennent dans le total général des établissements.

Tableau F 5 : Effectifs ouvriers qualifiés formés en 1966
- France entière -

Effectifs ouvriers qualifiés formés en 1966 : France entière				
Métiers	Enseignement et profession		Formation Professionnelle des Adultes	Total
	Education nationale + Ecoles privées	Apprentissage en entreprise + Ecole de la profession + indépendants		
1	2	3	4	5
Maçonnerie et connexes ..	3.384	6.079	7.588	17.051
Charpente bois	404	747	183	1.334
Menuiserie	4.276	5.535	897	10.708
Serrurerie	2.741	2.970	819	6.530
Couverture-Plomberie	1.723	6.037	2.305	10.065
Peinture-Vitrierie	1.189	5.299	2.254	8.742
Chauffage	502	1.306	1.742	3.550
Divers			1.490	1.490
Total général	14.219	27.973	17.278	59.470
	42.192			

Effectifs ouvriers qualifiés formés en 1967 : France entière				
Métiers	Enseignement Public + Ecoles privées	Apprentissage en entreprise + Ecoles de la profession + Indépendants	Formation Professionnelle des Adultes	Total
Maçonnerie et connexes ..	3.415	6.846	7.582	17.843
Charpente-Bois	413	725	189	1.327
Menuiserie	4.421	5.899	898	11.218
Serrurerie	2.857	2.876	975	6.708
Jouverture-Plomberie	2.152	6.417	2.491	11.060
Peinture-Vitrierie	1.410	6.033	2.236	9.679
Chauffage	610	1.462	1.857	3.929
Divers			1.963(1)	1.963
Total général	15.278	30.258	18.191	63.727
	45.536			

(1) Y compris les stagiaires issus des Centres non gérés directement par la F.P.A.

e) Tableaux ITALIE

(de I 1 à I 11)

Tableau I 1 : Personnel occupé dans l'industrie de la construction et de l'aménagement d'installations (Relevé ISTAT de la main-d'oeuvre)

Moyenne annuelle des personnes occupées (en milliers)	Année de référence	
	1966	1967
Chiffres absolus	1.895	1.928
Indice d'évolution (1959 = 100)	113	117

Tableau I 2 : Logements construits et en projet en Italie

Année	Logements construits			Logements en projet		
	Toutes communes réunies	Chefs-lieux et communes de plus de 20.000 habit.	%	Toutes communes réunies	Chefs-lieux et communes de plus de 20.000 habit.	%
1965(1)	375,2	230,6	61,5	381,2	187,4	49,2
1966	289,3	176,6	61,1	432,8	221,4	51,2
1967	267,8(2)	(3)	-	480,8	:(3)	

(1) Chiffres définitifs

(2) Chiffres provisoires

(3) Chiffres non encore disponibles

Tableau I 3 : Montant des travaux publics exécutés
(en millions de lire)

Catégories de travaux	1965	1966	1967
Travaux routiers	322.470	372.480	462.857
Travaux ferroviaires	71.056	72.257	63.392
Travaux maritimes	13.865	26.226	30.253
Travaux hydrauliques	30.405	29.058	41.300
Edifices publics	165.264	162.856	161.779..
Logements	157.398	161.956	176.426
Travaux sanitaires	108.447	139.131	140.573
Travaux de mise en valeur foncière	84.594	73.608	87.146
Divers (1)	53.750	42.890	58.291
	1.007.249	1.080.462	1.222.017..

(1) Y compris les installations de télécommunications

Tableau I 4 : Personnel occupé dans l'industrie de la construction et l'aménagement d'installations

Date de référence	Personnel occupé (en milliers)	Moyenne annuelle = 100
1966 : janvier	1.757	92,7
avril	1.917	101,2
juillet	1.968	103,9
octobre	1.937	102,2
1967 : janvier	1.852	96,1
avril	1.979	102,6
juillet	1.968	102,1
octobre	1.913	99,1

Tableau I 5 : Inscriptions sur les listes de placement

	1966	1967	1968 (moyenne 1sem.)
<u>a) dans les professions de la construction</u>			
Moyenne annuelle (total des 5 classes)	259.737	227.429	227.902
Moyenne annuelle (Classes I et II)	248.972	218.613	218.592
<u>b) dans le main-d'oeuvre générale</u>			
Moyenne annuelle (total des 5 classes)	245.361	215.699	205.824
Moyenne annuelle (Classes I et II)	212.993	188.080	179.678

Tableau I 6 : Inscriptions sur les listes de placement dans les métiers types de la construction, de janvier à juillet 1967 (total des 5 classes)

Professions types	Année 1967	
	janvier	juillet
Boiseurs de galerie	1.975	995
Maçons	105.683	41.994
Paveurs	2.595	1.532
Boiseurs de tunnel de chemins de fer	1.724	1.258
Couvreurs	238	122
Conducteurs d'engins (bâtiment)	1.365	574
Cimentiers - applicateurs	11.038	7.048
Monteurs	1.707	1.454
Apprentis	8.942	7.075
Manoeuvres	215.449	113.444

Tableau I 7 : Moyenne annuelle des pénuries de main-d'oeuvre
demeurées insatisfaites à la fin de chaque mois
- professions liées aux travaux du bâtiment -

Année	moyenne annuelle
1966	14
1967	15
1968 (1er semestre)	17

Tableau I 8 : Apprentis occupés dans les entreprises artisanales et non artisanales de l'industrie de la construction et de l'aménagement d'installations

- Données au 31 mars des années s'étendant de 1966 à 1968

Année	Dans l'ensemble des entreprises	Dans les entreprises artisanales
1966	64.770	41.838
1967	66.619	42.486
1968	70.169	45.849

Tableau I 9 : Cours de formation professionnelle financés par le ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les professions du bâtiment dans les années financières 1966/67 et 1967/68

Professions	Cours pour jeunes	
	Cours	Elèves
Charpentiers	66	1.304
Cimentiers	1	15
Menuisiers - serruriers	7	127
Ferrailleurs	4	80
Machinistes des chantiers du bâtiment	2	38
Mosaïstes	6	120
Maçons	85	1.722
Plâtriers	6	129
Stucateurs	1	20
Paveurs et poseurs de revêtements	4	91
Tailleurs de pierre	-	-
Marbriers	-	-
Monteurs de distribution d'eau et de chauffage central	85	1.468
Total	267	5.114

	Cours pour chômeurs	
	Cours	Elèves
Charpentiers	24	734
Monteurs de charpentes métalliques	2	45
Menuisiers - serruriers	5	64
Ferrailleurs	4	64
Maçons	20	653
Maçons polyvalents	6	120
Paveurs	5	84
Peintres	3	40
Total	69	1.804

Tableau I 10 : Géomètres diplômés et ingénieurs civils

Année scolaire	Géomètres diplômés	Ingénieurs civils			Architectes
		Bâtiment	Hydraulique	Transports	
1964-1965	8.843	224	108	178	428
1965-1966	10.266	208	98	183	494

Tableau I 11 : Prévisions concernant l'emploi (1) (unité)

Secteurs	1967	Prévisions			
		1968	1969	1970	1971
<u>I T A L I E</u>					
Industrie de la construction et de l'aménagement d'installations	852.500	883.500	912.000	942.000	972.000
Industrie de la construction	780.000	801.000	822.000	844.000	866.000
Industrie de l'aménagement d'installations	72.500	82.500	90.000	98.000	106.000
<u>C E N T R E N O R D</u>					
Industrie de la construction et de l'aménagement d'installations	628.000	653.000	676.000	700.400	724.800
Industrie de la construction	570.000	587.000	604.000	622.000	640.000
Industrie de l'aménagement d'installations	58.000	66.000	72.000	78.400	84.800
<u>M I D I E T I L E S</u>					
Industrie de la construction et de l'aménagement d'installations	224.500	230.500	236.000	241.600	247.200
Industrie de la construction	210.000	214.000	218.000	222.000	226.000
Industrie de l'aménagement d'installations	14.500	16.500	18.000	19.600	21.200

(1) Source : Confédération générale de l'industrie italienne

f) Tableaux LUXEMBOURG

(de L 1 à L 7)

Tableau L 1 : Les entreprises de la construction affiliées à la chambre des métiers (1)

Catégories	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
Maçons, paveurs	274	256	254	247	241	231	226	220
Plâtriers façadiers	144	136	132	124	118	116	116	109
Carreleurs, dal- leurs	22	22	23	22	26	26	26	26
Tailleurs de mar- bre et marbre	41	41	40	39	39	38	37	37
Couvreurs	74	71	67	65	64	64	63	63
Chauffage central et appareils san- itaires	194	182	175	175	173	173	171	170
Peintres	377	356	360	360	353	347	342	334
Vitriers	20	20	20	21	21	20	20	20
Menuisiers	515	492	481	462	442	427	416	406
Fabricants de vo- lets	11	10	11	12	12	11	10	9
Charpentiers	40	40	42	43	44	45	45	47
Electriciens Bâti- ment	211	209	210	212	211	213	219	216
Total Bâtiment	2.036	1.963	1.930	1.893	1.855	1.824	1.811	1.782
Ensemble des sec- teurs	5.742	5.555	6.438	5.325	5.219	5.079	4.962	4.875
% Bâtiment	35,49	35,39	35,49	35,54	35,54	35,91	36,50	36,55

(1) Annuaire statistique 1968, Statec

Tabelle L 2 - Entwicklung der Beschäftigten in den im Baugewerbe
(Rohbau) (1)

Einheiten	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
Arbeiter	9.294	9.100	9.585	8.831	8.835	8.895	8.583	7.304
Angestellte	402	428	387	402	405	395	411	409
Inhaber	254	254	332	356	347	375	319	308
Insgesamt	9.950	9.782	10.304	9.589	9.587	9.665	9.313	8.021

(1) Annuaire statistique 1964, 1965 und 1968

Tableau L 3 : L'évolution des autorisations de bâtir (1)

Spécification (2)		1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
a	I	483	451	414	466	431	413	300	170
	II	195	205	150	142	199	195	181	174
b	I	31	42	30	46	19	41	32	16
	II	63	61	53	65	49	56	43	39
c	I	160	167	159	168	181	170	193	157
	II	28	27	28	15	16	15	21	11
d	I	23	13	20	15	12	13	14	14
	II	9	13	12	5	7	5	7	10
e	I	10	6	6	6	8	3	4	2
	II	5	4	8	5	2	3	6	5
Total	I	707	699	637	601	651	640	543	369
	II	300	330	251	242	273	274	258	239

Tableau L 4 : Place de la construction dans le produit intérieur brut au coût des facteurs (unité = millions de fr.)

	P I B	Construction
1960	23.184	1.706
1961	23.758	2.026
1963	25.476	2.274
1964	29.634	2.633
1965	30.648	2.629

(1) Annuaire Statistique 1965 p. 122. et 1468

(2) Légende : voir page 7 du rapport national

I = nouvelles constructions

II = transformations

a = maisons

b = commerce

c = bâtiments d'exploitation

d = bâtiments industriels

e = bâtiments publics.

Tableau L 5 : L'indice de la construction

1956 = 100 (calculé d'après le nombre d'heures/ouvriers)

1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
110	112	97	90	100	102	91	97	96	92	74

Tableau L 6 : Evolution de la pénurie de main-d'oeuvre dans la construction (offres d'emploi non-satisfaites)

Périodes	1964	1965	1966	1967
avril	123	103	83	65
octobre	92	161	96	70

Tableau L 7 : Evolution des premiers permis de travail délivrés aux travailleurs étrangers dans la construction

Moyenne mensuelle	1965	1966	1967
nouveaux effectifs de travailleurs étrangers occupés dans la construction	366	256	79 (nouveaux permis délivrés)
Chiffres absolus annuels (2)	4.030	3.005	-

g) Tableaux PAYS-BAS

(de N 1 à N 10)

Tableau N 1 : Répartition de la main-d'oeuvre par province en 1966/67
(en pourcentages)

Province	1966/1967
Groningue	4,4
Frise	5,0
Drente	3,9
Overijssel	8,0
Gueldre	12,6
Utrecht	5,6
Hollande septentrionale	13,4
Hollande méridionale	19,1
Zelande	3,4
Brabant septentrionale	17,7
Limbourg	7,3
PAYS-BAS	100

Tableau N 2 : Indice d'accroissement de la main-d'oeuvre
par province - 1957/1958 = 100

Province	1966/1967
Groningue	109
Frise	127
Drente	137
Overijssel	140
Gueldre	130
Utrecht	115
Hollande septentrionale	115
Hollande méridionale	112
Zélande	109
Brabant septentrionale	141
Limbourg	117
PAYS-BAS	124

Tableau N 3 : Effectifs occupés à des travaux d'un montant égal ou supérieur à 10.000 florins, 1966-1967

Année de référence	Effectifs moyens (1)		Augmentation ou diminution en % (3) par rapport à l'année précédente	
	Construction civile et d'utilité	Total (2)	Construction civile et d'utilité	Total (2)
1966	158,2	177,2	(+ 4,4)	(+ 4,4)
1967	149,0	168,2	(- 5,8)	(- 5,1)

- (1) Total des travailleurs recensés au début d'avril, de juillet(x 2) et d'octobre de chaque année, le tout divisé par 4 et exprimé en milliers
- (2) Les chiffres de la première colonne "Total" ne sont pas comparables à ceux du tableau IV a (période 1955-1965), dans lesquels était comprise une estimation du nombre d'ouvriers occupés par l'Administration nationale des Eaux (Rijkswaterstaat). Afin de pouvoir dégager tout de même, à la seconde colonne "total" un pourcentage d'augmentation ou de diminution de 1965 à 1966, on a utilisé pour 1965 le chiffre total après déduction du nombre d'ouvriers occupés par le Rijkswaterstaat, soit 169.800.
- (3) Les chiffres entre parenthèses indiquent le pourcentage d'augmentation ou de diminution par rapport à l'année précédente.

Tableau N 4 : Capacité totale de main-d'oeuvre 1966/67
(en milliers)

	1966/1967
1. Nombre d'ouvriers qualifiés inscrits au SFB (Fonds social de l'Industrie de la Construction)	315
2. Années-ouvrier fournies par ces travailleurs (donnée brute)	266
3. Id. y compris les années-ouvrier fournies par les peintres et le personnel des entreprises de dragage (capacité totale brute)	311
4. Capacité totale nette	294

Tableau N 5 : Production de l'industrie du bâtiment (1)
en millions de florins au 1966 et 1967

Secteurs	1966	1967
Logements	3.024	3.608
Bâtiments agricoles	221	228
Bâtiments industriels	926	971
Bâtiments d'exploitation du commerce et des transports	556	730
Bâtiments hospitaliers	225	300
Eglises	46	41
Ecoles	448	564
Autres bâtiments à destination sociale	109	132
Bâtiments des administrations juridiques	112	128
Réfections et transformations	238	296
Travaux routiers et hydrauliques	2.005	2.287
Total	7.909	9.285

(1) Contrairement à ce qui a été fait pour la période 1955-1965, on a négligé tous les travaux d'un montant unitaire de 10.000 florins ou moins

Tableau N 6 : Nombre de logements achevés, 1966-1967

Année	Nombre de logements
1966	121.699
1967	127.433

Tableau N 7 : Nombre de chômeurs masculins dans la construction, 1966-1968

Année	1er janvier	1er avril	1er juillet	1er octobre
1966	11.751	4.763	2.296	4.659
1967	30.531	27.244	13.949	12.259
1968	31.358	27.152	7.758	4.950

Tableau N 8 : Effectifs occupés à des travaux d'un montant égal ou supérieur à 10.000 florins, 1966-1968

Année	1er janvier	1er avril	1er juillet	1er octobre
1966	164.100	173.100	176.300	183.100
1967	157.800	163.500	167.700	174.000
1968	(1)	167.100	178.900	

(1) Données non disponibles

Tableau N 9 : Nombre de travailleurs étrangers occupés aux Pays-Bas dans l'industrie de la construction en 1966 et 1967

Nationalité	fin 1966	fin 1967
Allemagne (1)	108	320
Grèce	45	59
Grande-Bretagne	55	45
Italie (1)	123	99
Portugal	58	107
Espagne	1.193	838
Maroc	1.076	812
Turquie	794	724
Divers	459	352
Total	3.911	3.356

(1) Par suite de la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la C.E.E., le nombre d'allemands et d'italiens occupés aux Pays-Bas dépasse les chiffres indiqués; la même observation vaut évidemment pour le groupe "divers".

Tableau N 10 : Nombre total d'apprentis inscrits par régime d'apprentissage (1), 1966-1967

Année(2)	Fondation pour la formation professionnelle dans la construction	Fondation nationale pour la formation professionnelle des peintres
1966	13.246	4.483
1967	11.699	4.169

(1) Formation primaire et perfectionnement réunis

(2) Les chiffres concernent la situation au 31 décembre de chaque année.